



CTB



REPUBLIQUE DU BURUNDI

**RAPPORT DES
RESULTATS 2012
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
LOCAL ET LA PARTICIPATION
CITOYENNE DANS LA PROVINCE DE
CIBITOKÉ
(PADLPC CIBITOKÉ) - BDI 0805011**

ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.1 FICHE PROJET	5
1.2 PERFORMANCES DU PROJET	5
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE	6
1.4 RESUME	6
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION	7
2.1 CONTEXTE.....	7
2.1.1 <i>Contexte général</i>	7
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	7
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	8
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	8
2.2 OUTCOME : LES AUTORITES COMMUNALES DE CIBITOKÉ CONTRIBUENT PLUS EFFICACEMENT A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	9
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	9
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	13
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	13
2.3 OUTPUT 1 : LES CAPACITES COMMUNALES DE MAITRISE D'OUVRAGE DU DEVELOPPEMENT LOCAL SONT RENFORCEES.	16
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	17
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	18
2.4 OUTPUT 2 : LA GOUVERNANCE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DES COMMUNES EST AMELIOREE POUR UNE MEILLEURE GESTION DES SERVICES PUBLICS	19
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	21
2.4.3 <i>Critères de qualité</i>	21
2.5 OUTPUT 3 : LES CAPACITES DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DE L'ÉTAT SONT RENFORCEES POUR AMELIORER LE CONTROLE ET L'APPUI-CONSEIL AUX COMMUNES	22
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	23
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	23
3 THEMES TRANSVERSAUX.....	24
3.1 GENRE	24
3.2 ENVIRONNEMENT	24

4	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	25
4.1	PLAN D'ACTION.....	25
4.2	ENSEIGNEMENTS TIRES	25
5	ANNEXES	27
5.1	CADRE LOGIQUE D'ORIGINE	27
5.2	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR.....	29
5.3	APERÇU DES MORE RESULTS.....	34
5.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	34
5.5	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI	39

Acronymes

ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
BM	Banque Mondiale
BTC	Brique de Terre Compressée
BU	Burundais
CDS	Centre De Santé
CGMP	Cellules de gestion des Marchés Publics
CPD	Comité provincial de développement
CPD	Conseiller Provincial en Décentralisation (PADLPC)
CPI	Conseiller Provincial en Infrastructures (PADLPC)
CR	Compte Rendu
CS	Convention Spécifique
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Agence belge de développement
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DAP	Dossier d'Avant Projet
DELCO	Délégué à la Cogestion
DG	Directeur Général
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire
DGD	Direction générale de la Décentralisation
Dir P	Direction du Projet
DNCMP	Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics
DTF	Dossier Technique et Financier
EAF	Expert Administratif et Financier (PADLPC)
FADL	Fonds d'appui au développement local
FBU	Francs Burundais
FCE	Fond Commun Education
FONIC	Fonds National d'Investissement Communal
GIZ	Agence allemande de Coopération
GN	Gutwara Neza: Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance (UE)
GNEPC	Guide National d'Evaluation des Performances des Communes
INSS	Institut National de Sécurité sociale
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
M&E	Monitoring et évaluation
MDC	Ministère du Développement Communal
MEBSEMFPFA	Ministère de l'Enseignement de Base, Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation
MININTER	Ministère de l'Intérieur
MO	Maîtrise d'Ouvrage
MOC	Maîtrise d'Ouvrage Communale
MOE	Maîtrise d'œuvre
MP	Marché Public
ND	Non Disponible
PADAP	Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke
PADLPC	Projet d'appui au développement local et à la participation citoyenne (Cibitoke)
PARDC	Programme d'Appui à la Reconstruction et au Développement Communal dans la province de Rutana
PCDC	Plan communal de développement communautaire
PRADECS	Projets d'Assistance au Développement Communautaire et Social (BM)
PRMP	Personne Responsable des Marchés Publics
PTD	Plans triennaux
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PV	Procès Verbal
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
STD	Services Techniques Déconcentrés de l'Etat
TDC	Travaux de Développement Communautaires
TRP	Table Ronde Provinciale
UE	Union Européenne
UGP	Unité de Gestion du Projet

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

Nom du projet	Projet d'appui au Développement Local et la Participation Citoyenne dans la Province de Cibitoke (PADLPC-Cibitoke)
Code du projet	BDI 08 050 11
Emplacement	Burundi, Province Cibitoke
Budget	4 491 644 € (dont 491 644€ de contribution du Burundi)
Institution partenaire	Ministère du Développement Communal
Date de la Convention de mise en œuvre	5 Février 2010
Durée (mois)	48 mois (60 mois à partir de la signature de la CS)
Groupes cibles	Les six communes de la Province de CIBITOKÉ : Buganda, Bukinanyana, Mabayi, Mugina, Murwi, Rugombo et leurs populations (500 000 personnes)
Impact	« Assurer une bonne gouvernance dans la résolution des problèmes majeurs de développement local et communautaire ».
Outcome	« Les autorités communales de Cibitoke contribuent plus efficacement à la réduction de la pauvreté »
Outputs	R1 : Les capacités communales de maîtrise d'ouvrage du développement local sont renforcées. R2 : La gouvernance administrative et financière des communes est améliorée pour une meilleure gestion des services publics. R3 : Les capacités des services centraux et déconcentrés de l'Etat sont renforcées pour améliorer le contrôle et l'appui-conseil aux communes.

1.2 Performances du projet¹

	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Outcome	C	B	B
Output 1	B	C	B
Output 2	A	C	B
Output 3	A	B	B


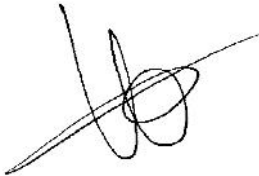
¹ A = Très bonnes performances, B = Bonnes performances, C = Faibles performances, D = Problématique

1.3 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses 2010	Dépenses 2011	Dépenses 2012	Solde	Taux de décaissement total
4 000 000 €	199 079,23 €	333 546,85 €	433 933,14 €	3 033 440,78 €	24%

1.4 Résumé

<ul style="list-style-type: none"> Taux de décaissement global faible car le budget de l'Output 1 représente environ 66% du budget total, (financement du FADL destiné à financer les microprojets des PCDC de 2.539.000 €) – Les output 2 et 3 ont respectivement des taux de décaissement de 54% et 37%
<ul style="list-style-type: none"> Premiers équipements des communes acquis sur le FADL – Les communes commencent à ressentir les appuis du PADLPC. Par ailleurs l'aboutissement de la première phase de recrutement des maitres d'œuvre par les communes est venu relancer la motivation des acteurs communaux découragés par une procédure longue et redondante de passation des marchés.
<ul style="list-style-type: none"> L'assistance aux communes en matière de procédures budgétaires et comptables a commencé à porter ses fruits, certaines communes ont connu un changement radical dans les pratiques de gestion des finances
<ul style="list-style-type: none"> Le travail du Comité Technique de Suivi sur le guide pratique des Marchés Publics a facilité une prise de conscience des acteurs sur la nécessité d'améliorer la réglementation des marchés publics et a contribué à la création d'une dynamique de réflexion
<ul style="list-style-type: none"> Une délégation du Burundi d'une vingtaine de personnes dont 7 personnes sous financement du PADLPC (Ministre, Conseillers, Administrateurs Communaux) a participé au 6^{ème} Sommet Africités. Cette expérience a ouvert l'horizon aux élus et aux autorités en charge du pilotage de la décentralisation, quant au réel pouvoir des gouvernements locaux en Afrique et dans le monde.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
<p>Salvator NDUWIMANA</p> 	<p>Murielle HERMOUET</p> 

2 Analyse de l'intervention

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

L'année 2012 s'est déroulée dans un contexte pratiquement apaisé par rapport aux années précédentes. Cette année a vu la sécurité régner partout dans le pays et en particulier dans la province de Cibitoke où l'accès a été autorisé dans les 6 communes, contrairement à 2011 où les communes de Mabayi et Bukinanyana étaient interdites d'accès. Cette levée des mesures d'interdiction a permis de maximiser le travail d'encadrement et a eu comme effet de rétablir la confiance entre les acteurs locaux et le projet.

La généralisation du manuel des procédures administratives et financières dans toutes les communes a été d'une grande portée dans l'exécution du PADLPC. Les communes qui considéraient ces procédures comme une émanation du PADLPC ont, lors de visites d'échange dans d'autres provinces, compris l'envergure nationale de ces procédures.

De même l'année 2012 a coïncidé avec la deuxième phase d'évaluation des performances des communes. Outre l'appropriation par l'Etat de ce processus, l'effet induit a permis aux communes de s'auto-évaluer et de porter une attention toute particulière aux exigences de la gouvernance.

Pour la célébration du cinquantenaire, chaque commune du pays devait présenter une œuvre. Ce sont principalement des infrastructures socioculturelles qui ont été présentées et réalisées. De ce fait plusieurs communes du Burundi dont celles de la zone d'intervention du projet ont expérimenté la maîtrise d'ouvrage en régie. Bien que l'acquisition de ces infrastructures et équipements n'ait pas suivi les procédures légales dans toutes ces étapes, elle aura constitué un début d'appropriation de l'esprit de créativité

2.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel du projet a évolué suite aux changements dans l'organisation de la structure du gouvernement et plus particulièrement le pilotage de la politique de décentralisation sur laquelle s'aligne le projet. En date du 19 avril 2012 le pilotage de la décentralisation est passé du Ministère de l'Intérieur à celui du Développement Communal. Le PADLPC a donc changé de Ministère Maître d'Ouvrage.

Déjà en 2011, conscient du risque de blocage, la SMCL avait modifié le DTF en introduisant la notion de « Ministère ayant la décentralisation dans ses attributions » comme Ministère maître d'ouvrage du PADLPC. Ce changement a donc été une brèche pour assurer l'ancrage institutionnel du PADLPC. Mais la SMCL doit être présidée par le Directeur Général ayant la décentralisation dans ses attributions, or ce directeur n'a été nommé qu'en octobre 2012, d'où une difficulté pour pouvoir organiser une SMCL.

L'ancrage est approprié, mais le PADLPC doit maintenir la collaboration avec d'autres structures étatiques de part ses activités (comme le MININTER). Il demeure cependant un certain chevauchement des missions entre les deux Ministères, ce qui n'empêchera pas le projet de continuer ses activités.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Au courant de l'année, un audit a été commandité par la CTB pour analyser les risques du transfert des fonds aux communes. Les conclusions de cet audit ont été défavorables à cette approche, car certains des constats faits sur le terrain ont amené les auditeurs à la conclusion que les communes n'étaient pas en capacités de gérer ces fonds. Le strict respect des conditions liant les modalités d'appui à la qualité des systèmes en place dans le cadre des accords d'exécution ne donne pas la possibilité au projet de tester au moins dans certaines communes le fonctionnement effectif de ces systèmes avec des fonds provenant des PTFs. La mise en œuvre du PADLPC suit donc une approche qui est différente de celle prévue à l'origine et qui est peu appropriée dans un contexte de décentralisation.

L'alignement sur les procédures des Marchés Publics Burundais est certes approprié comme démarche car il permet un véritable apprentissage des communes pour le respect de ces procédures, mais malheureusement comporte en lui des contraintes de temps lié au recrutement des Maître d'œuvre avec la nécessité de recourir dès 5 millions de francs BU avec une pré-qualification d'où un délai de près de 8 mois.

2.1.4 Contexte HARMO

La collaboration avec le Fonds Commun Education permettra de financer certaines infrastructures scolaires et de prévoir d'autres investissements pour les communes. Cette collaboration a permis également d'amorcer un début de transfert de la maîtrise d'ouvrage communale pour les communes de Cibitoke.

De plus la collaboration avec les services ayant en charge la régulation (ARMP) et le contrôle des marchés publics (DNCMP) ainsi que les représentants des autres PTFs (GIZ, UE) dans le cadre des réunions de suivi de l'élaboration du guide pratique communal de gestion des MP, a permis un échange fructueux sur les lacunes du code des marchés publics actuellement en vigueur.

La synergie avec le Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance Gutwara Neza de l'Union européenne et le bureau de la Région du Pays de la Loire a permis d'organiser une formation sur la gestion comptable au cours du mois de janvier prochain. Cette collaboration pourra continuer moyennant une évaluation de ses résultats.

L'alignement aux procédures de marchés publics permet certes une bonne appréciation du projet par les autorités nationales mais est source de démotivation pour les autorités locales qui trouvent ces procédures très longues et contraignantes.

En fin, la conception des termes de référence pour une stratégie de mobilisation des finances locales s'est inspirée des outils existants. Un comité sera mis en place en Q1 2013 pour piloter cette activité, qui inclura en plus des autorités des ministères concernés, les partenaires ayant déjà expérimentés cette stratégie dans leurs zones d'intervention.

2.2 Outcome : Les autorités communales de Cibitoke contribuent plus efficacement à la réduction de la pauvreté

2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Outcome : Les autorités communales de Cibitoke contribuent plus efficacement à la réduction de la pauvreté						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année N 2012	Cible finale 2014	Commentaires
OS1.A) % des écoles primaires/ fondamentales de la province construites ou réhabilitées sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport au nombre total des écoles primaires/fondamentales construites ou réhabilitées dans la commune	Co_1 : 100 % Co_2 : 100 % Co_3 : Ø Co_4 : ? Co_5 : Ø Co_6 : ? (2010-2011)	Co_1 : 100 % Co_2 : 100 % Co_3 : 100 % Co_4 : 75% Co_5 : 100 % Co_6 : 100 % (2011-2012)		Co_1 : 50 % Co_2 : 50 % Co_3 : 50 % Co_4 : 50 % Co_5 : 50 % Co_6 : 50 %	Co_1 : 100 % Co_2 : 100 % Co_3 : 100 % Co_4 : 100 % Co_5 : 100 % Co_6 : 100 %	A Mugina, l'Etat a construit 2 écoles d'où uniquement 75% de d'écoles construites sous maîtrise d'ouvrage communal.
OS1.B) % des écoles secondaires de la province construites ou réhabilitées sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport au nombre total des écoles secondaires construites ou réhabilitées dans la commune	Co_1 : 100 % Co_2 : 100 % Co_3 : 100 % Co_4 : 100 % Co_5 : ? Co_6 : 100 % (2010-2011)	Co_1 : 100 % Co_2 : 100 % Co_3 : 100 % Co_4 : 100 % Co_5 : 100 % Co_6 : 100 % (2011-2012)		Co_1 : 50 % Co_2 : 50 % Co_3 : 50 % Co_4 : 50 % Co_5 : 50 % Co_6 : 50 %	Co_1 : 100 % Co_2 : 100 % Co_3 : 100 % Co_4 : 100 % Co_5 : 100 % Co_6 : 100 %	Dans toutes les communes des classes pour les écoles secondaires ont été construites avec les travaux de développement communautaires donc sous MO Communale
OS2. A) nombre moyen d'enfants scolarisés par classe au primaire dans la commune	Co_1 : 55 Co_2 : 51 Co_3 : 42 Co_4 : 51 Co_5 : 79 Co_6 : 90 (2010-2011)	Co_1 : 64 Co_2 : 47 Co_3 : 49 Co_4 : 53 Co_5 : 51 Co_6 : 67 (2011-2012)		Co_1 : 58 Co_2 : 55 Co_3 : 50 Co_4 : 55 Co_5 : 65 Co_6 : 70	Co_1 : 60 Co_2 : 58 Co_3 : 55 Co_4 : 60 Co_5 : 60 Co_6 : 60	Si on considère le nombre d'enfant par salle de classe les chiffres sont encore plus nombreux, notamment pour Buganda et Rugombo.
OS2. B) nombre moyen d'enfants scolarisés par classe au secondaire dans la commune	Co_1 : 40 Co_2 : 45 Co_3 : 34 Co_4 : 35 Co_5 : 46 Co_6 : 67 (2010-2011)	Co_1 : 57 Co_2 : 62 Co_3 : 42 Co_4 : 48 Co_5 : 62 Co_6 : 68 (2011-2012)		Co_1 : 45 Co_2 : 50 Co_3 : 40 Co_4 : 40 Co_5 : 50 Co_6 : 60	Co_1 : 50 Co_2 : 55 Co_3 : 45 Co_4 : 45 Co_5 : 55 Co_6 : 60	Le nombre moyen d'enfants par classe est globalement dans les normes sauf pour Rugombo. C'est par ailleurs la commune où il a construit peu de collèges communaux.
OS3. % des centres de santé/postes de santé de la province construites ou réhabilités sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport au nombre total des centres de santé/postes de santé construits ou réhabilités dans la Commune	Co_1 : Ø Co_2 : 50% Co_3 : 100 % Co_4 : 100% Co_5 : ? Co_6 : ?	Co_1 : Ø Co_2 : 0% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : Ø		Co_1 : 50% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%	Co_1 : 80% Co_2 : 80% Co_3 : 80% Co_4 : 80% Co_5 : 80% Co_6 : 80%	A Buganda et Rugombo aucun CDS n'a été construit. A Bukinyanya, un CDS a été construit par le FIDA donc pas de MOC. Pour les 3 autres communes les CDS ont été construits sur financement PRADECS de 2010 à 2012 d'ou MOC
OS4. Nombre d'habitants ayant accès à un centre de santé fonctionnel à un rayon de 5 km → exprimés en % de la population de la commune	Co_1 : 58 Co_2 : 70 Co_3 : 74 Co_4 : 94 Co_5 : 44 Co_6 : 44	Co_1 : 58 Co_2 : 64 Co_3 : 65 Co_4 : 43 Co_5 : 38 Co_6 : 82		Co_1 : 65 Co_2 : 75 Co_3 : 80 Co_4 : 100 Co_5 : 60 Co_6 : 65	Co_1 : 70 Co_2 : 80 Co_3 : 90 Co_4 : 100 Co_5 : 70 Co_6 : 75	Les chiffres ne sont pas fiables.
OS5. % des points d'eau potables construits ou réhabilités sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport au nombre total des points d'eau potables construits ou réhabilités dans la Commune	Co_1 : Ø Co_2 : 0% Co_3 : 100 % Co_4 : ? Co_5 : ? Co_6 : ?	Co_1 : ? Co_2 : ? Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%		Co_1 : 40 % Co_2 : 40 % Co_3 : 40 % Co_4 : 40 % Co_5 : 40 % Co_6 : 40 %	Co_1 : 80% Co_2 : 80% Co_3 : 80% Co_4 : 80% Co_5 : 80% Co_6 : 80%	Mabayi 18 points d'eau en TDC Mugina 40 pts d'eau financement PRADECS et en TDC (tuyaux financé par le Gouvernement) Murwi 25 pts d'eau en TDC Rugombo 13 pts d'eau en TDC

² Co_1 : Buganda - Co_2 : Bukinyanya - Co_3 : Mabayi - Co_4 : Mugina - Co_5 : Murwi - Co_6 : Rugombo

Indicateurs	Valeur de la Baseline 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année N 2012	Cible finale 2014	Commentaires
OS6. Nombre d'habitants ayant un accès à un point d'eau potable fonctionnel (à < 500 m) → exprimés en % de la population de la commune	Co_1 :33 Co_2 :100 Co_3 :26 Co_4 :23 Co_5 :19 Co_6 :17	Co_1 : Co_2 : Co_3 : Co_4 : Co_5 : Co_6 :		Co_1 :50 Co_2 :100 Co_3 :35 Co_4 :30 Co_5 :28 Co_6 :28	Co_1 :65 Co_2 :100 Co_3 :50 Co_4 :40 Co_5 :35 Co_6 :35	Chiffres non disponibles donc revoir cette liste d'indicateurs
OS7. % des superficies de la province reboisée sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport à la superficie totale reboisée dans la Commune	Co_1 : 0% Co_2 : 0% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%	Co_1 : 0 % Co_2 : 0 % Co_3 : 0 % Co_4 : 0 % Co_5 : 0 % Co_6 : 0 %		Co_1 : 20 % Co_2 : 20 % Co_3 : 20 % Co_4 : 20 % Co_5 : 20 % Co_6 : 20 %	Co_1 : 40 % Co_2 : 40 % Co_3 : 40 % Co_4 : 40 % Co_5 : 40 % Co_6 : 40 %	L'ensemble des plants distribués que ce soit PADAP ou d'autres financements sont aux populations donc sans maîtrise d'ouvrage communale.
OS8. % de routes communales/pistes rurales construites/réhabilités sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport aux routes communales/pistes rurales construites/réhabilités dans la Commune	Co_1 : 0% Co_2 : 100% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 0%		Co_1 : 20 % Co_2 : 20 % Co_3 : 20 % Co_4 : 20 % Co_5 : 20 % Co_6 : 20 %	Co_1 : 40 % Co_2 : 40 % Co_3 : 40 % Co_4 : 40 % Co_5 : 40 % Co_6 : 40 %	Rugombo à 15 km de route construite par SOGEA (MO Etat) Les autres communes ont été réhabilitées sous TDC
OS9. Taux de desserte : Nbre km routes/Superficie commune	Co_1 : 0,14 Co_2 : 0,18 Co_3 : 0,29 Co_4 : 0,07 Co_5 : 0,06 Co_6 : 0,05	Co_1 : Co_2 : 0,48 Co_3 : Co_4 : Co_5 : Co_6 :		Co_1 : 0,20 Co_2 : 0,25 Co_3 : 0,32 Co_4 : 0,10 Co_5 : 0,08 Co_6 : 0,07	Co_1 : 0,23 Co_2 : 0,28 Co_3 : 0,34 Co_4 : 0,13 Co_5 : 0,12 Co_6 : 0,10	Revoir les données de base de l'indicateur

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome :

<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	<p>La dynamique outputs-to-outcome est toujours valable car les communes en tant que pilotes du Développement Local répondent aux besoins des populations et la bonne gouvernance permet aux communes d'être crédibles et donc facilitent l'investissement pour la création de services publics de qualité ; tout cela sous l'appui-conseil et le contrôle des services de l'Etat (centraux ou déconcentrés).</p> <p>Le transfert de compétence n'est pas encore effectif ce qui ralentit le fait que les Autorités communales soient vrais maître du développement local.</p> <p>Tous les acteurs ne sont pas toujours réceptifs au changement d'une part et d'autre part ce changement est progressif et nécessite du temps, supérieur à la durée d'un programme de 4 ans.</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>Tant que le transfert des compétences n'est pas effectif (en termes de ressources), certains investissements seront encore réalisés sans maîtrise d'ouvrage communale. L'Etat a transféré les compétences à travers la loi communale de 2005 mais il construit toujours directement des écoles.</p> <p>La quasi totalité des écoles communautaires sont construites sous forme de travaux communautaires donc via la maîtrise d'ouvrage communale.</p> <p>Le progrès n'est pas encore attribuable directement au projet car les investissements via le FADL sont au stade des études. Par contre notre expérience en cours intéresse beaucoup de partenaires, c'est pourquoi le consultant en charge de la restructuration au FONIC a utilisé notre manuel de procédures.</p> <p>Mais les investissements du projet en terme d'équipement pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration et des services communaux porteront leurs fruits en 2013.</p>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>La responsabilité du pilotage de la décentralisation ayant été transférée du Ministère de l'Intérieur au Ministère du Développement Communal en avril 2012, le projet a donc changé de maître d'ouvrage. Le président de la SMCL (DG décentralisation) n'a été nommé qu'en novembre 2012, d'où une impossibilité de réunir une SMCL entre le mois d'avril et le mois de décembre.</p> <p>Le MEBSEMFPFA, dans le cadre de mobilisation du Fonds Commun Education va réaliser de nombreuses écoles sous maîtrise d'ouvrage communale, ce qui est une première pour ce ministère. Le ministère a demandé au PADLPC d'appuyer les communes de la Province de Cibitoke.</p>
<i>Résultats inattendus :</i>	<p>Dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance, chaque commune devait réaliser au moins une infrastructure à présenter, ce qui a augmenté le nombre d'infrastructures réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale.</p>

2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Remaniements ministériels qui entraînent un changement de tutelle	2 nd semestre 2011	Opérationnel	Moyenne	Elevé	C	Inscrire dans le DTF « Ministère en charge de la décentralisation » comme ministère de tutelle	Dir P	Déc. 2011	Le DTF a été modifié	géré
Non adoption des textes répartissant les compétences entre l'Etat et les communes	Etude de référence	Opérationnel	Moyenne	Moyen	B					
Non fonctionnalité du FONIC et non transfert des ressources financières aux communes	Etude de référence	Opérationnel	Moyenne	Moyen	B					
Marchés passés dans le cadre du FADL Infructueux	2012	Opérationnel	Moyenne	Elevé car planning d'exécution très serré	C	S'assurer à la publication de l'avis général de passation des marchés	CPI	Fév. 2013		
						Veiller à la multiplication des publications	CPI	Pdt les période		
Indisponibilité des Acteurs communaux (Conseillers et membres des CGMP)	2012	Opérationnel	Moyenne	Elevé car planning d'exécution très serré	C	Faire prendre conscience aux AC de l'importance de la disponibilité pour améliorer les délais	Dir P	Tout au long de l'année		
						Sensibiliser les AC sur le risque suite à leur indisponibilité				
Incapacité des prestataires lors de l'exécution des travaux	2012	Opérationnel	Moyenne	Elevé car planning d'exécution très serré	C	Augmenter la concurrence via une large diffusion	CPI	Tout au long de l'année		
						Veiller à la qualité des analyses	CPI			
						Veiller à la régularité et à la qualité des suivis techniques et financiers	CPI EAF			
						Créer des synergies pour le renforcement des prestataires (ex. chargé infrastructure CTB, ministères, autres projets)	CPI Dir P			
Non efficacité du système national de contrôle des marchés publics	Etude de Référence	Opérationnel	Moyenne	Elevé	C	Développer la collaboration avec les autorités et suivre de près l'avancer des dossiers	Dir P	Tout au long de l'année		

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Faible capacités des communes dans l'apprentissage de la maîtrise des procédures liées à la MOC	Etude de Référence	Opérationnel	Moyenne	Elevé	C	Renforcer les actions de suivi rapproché (coaching) (plan de renforcement des capacités)	CPI CPD	Tout au long de l'année		
						Former les acteurs (plan de renforcement des capacités)	CPI CPD			
						Suggérer pour le recrutement d'un Ingénieur au niveau de la commune (réflexion nationale)	Dir P	2013		
						Renforcer la collaboration avec les STD				
Non fonctionnement des investissements réalisés dans le cadre du FADL	DTF	Opérationnel	Moyenne	Elevé	C	Appuyer les communes lors de l'élaboration des DAP (accent sur la durabilité des investissements) en collaboration avec les STD	CPD CPI	1 ^{er} trimestre 2013		
Non appropriation des procédures nationales de gestion administratives et financières par les autorités communales	Janvier 2012	Opérationnel	Moyenne	Elevé	C	Renforcer les actions de suivi rapproché (coaching) (plan de renforcement des capacités)	CPD EAF	Tout au long de l'année		
						Former les acteurs (plan de renforcement des capacités)	CPD EAF			
						Elaborer une stratégie de communication pour le changement	CPD			
						Veiller à l'application du manuel FADL				
Non révision de la loi sur les recettes communales	Etude de Référence	Opérationnel	Moyenne	Moyen	B					
Faible efficacité du CPD et des STD pour l'appui conseil aux communes	Etude de Référence	Opérationnel	Moyenne	Moyen	B					
Non acceptation du transfert des fonds aux communes	2012	Réputation	Elevé	Moyen	C	Poursuivre l'appui des communes pour favoriser des conclusions d'audit favorable et donc mener une action test avec les communes performantes	UGP			

2.2.3 Impact potentiel

L'outcome « Les autorités communales de Cibitoke contribuent **plus efficacement** à la **réduction de la pauvreté** » fait principalement référence à la bonne gouvernance notamment : le respect des procédures, la planification, la responsabilisation, l'utilisation efficiente des fonds publics, la responsabilisation des bénéficiaires et au bien-être des populations (terme générique de réduction de la pauvreté). A ce titre l'outcome, contribue d'une part au CSLP et d'autre part aux différents programmes sectoriels liés aux principaux services de base (éducation, santé, eau).

L'impact « Assurer une bonne gouvernance dans la résolution des problèmes majeurs de **développement local** et **communautaire** » prend ses racines dans les Accords d'Arusha. Cet impact sera atteint si l'équité en termes de développement aussi bien au niveau spatial et communautaire est établie. L'hypothèse qui est faite est que les Autorités communales sont les mieux à même de répondre à la réduction de ces iniquités, car le pilotage du développement est fait au plus près des populations.

2.2.4 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de <u>l'ensemble de l'intervention</u>)		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(ont) pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année 2012		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
3.1 Durabilité financière/économique ?		
<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Critères	Note
Pertinence	A
Efficacité	B
Durabilité	B
Effizienz	C

2.3 Output 1 : Les capacités communales de maîtrise d'ouvrage du développement local sont renforcées.

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : Les capacités communales de maîtrise d'ouvrage du développement local sont renforcées.						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
1) Taux d'accroissement des ressources budgétaires propres (critère 13 GNEPC)	Co_1 ³ : 7,44 Co_2 : 1,68 Co_3 : 2,72 Co_4 : 59,8 Co_5 : 12,4 Co_6 : 6,36	Co_1 : 22 Co_2 : 17 Co_3 : 38 Co_4 : 44 Co_5 : 42 Co_6 : 26		Co_1 : 9,44 Co_2 : 3,68 Co_3 : 4,72 Co_4 : 65 Co_5 : 15,4 Co_6 : 8,36	Co_1 : 12,44 Co_2 : 5,68 Co_3 : 5,72 Co_4 : 70 Co_5 : 20,4 Co_6 : 11,36	Pour la Co_4 Mugina, et Co_5 Murwi il n'y a pas eu de compte administratif en 2010, la base de calcul est donc biaisée Cet indicateur devrait être dans l'Output 2
2)a Part du budget consacré à l'investissement (critère 14 GNEPC)	Co_1 : 13,5 Co_2 : 27,1 Co_3 : 5,85 Co_4 : 35,7 Co_5 : 18,1 Co_6 : 17,1	Co_1 : 19 Co_2 : 33 Co_3 : 23 Co_4 : 37 Co_5 : 12 Co_6 : 16		Co_1 : 15,5 Co_2 : 35,1 Co_3 : 7,85 Co_4 : 40,7 Co_5 : 21,1 Co_6 : 20,1	Co_1 : 20,5 Co_2 : 40,1 Co_3 : 10,85 Co_4 : 45,7 Co_5 : 24,1 Co_6 : 24,1	Dans l'ensemble, les communes font un effort de consacrer une partie consistante de leur budget propre à l'investissement.
2)b Part du budget consacré à la maintenance (critère 14 GNEPC)	Co_1 : 10 Co_2 : 18,7 Co_3 : 13,8 Co_4 : 15,5 Co_5 : 13,9 Co_6 : 23,3	Co_1 : 0,19 Co_2 : _ Co_3 : 0,63 Co_4 : 0,95 Co_5 : Co_6 : 0,63		Co_1 : 12 Co_2 : 20,7 Co_3 : 15,8 Co_4 : 17,5 Co_5 : 15,9 Co_6 : 26,3	Co_1 : 15 Co_2 : 23,7 Co_3 : 18,8 Co_4 : 19,5 Co_5 : 17,9 Co_6 : 30,3	Les valeurs de base doivent être revues Les comptes de gestion de 2012 ne sont pas encore disponibles.
3) Disponibilité d'un accusé de réception par la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics du plan prévisionnel annuel de passation des marchés de la commune. (indicateur 1 FADL)	Co_1 : Ø Co_2 : Ø Co_3 : Ø Co_4 : Ø Co_5 : Ø Co_6 : Ø		Co_1 : 60% Co_2 : Ø Co_3 : 60% Co_4 : 60% Co_5 : Ø Co_6 : 60%	Co_1 : 40% Co_2 : 40% Co_3 : 40% Co_4 : 40% Co_5 : 40% Co_6 : 40%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Les communes de Bukinyanya et Murwi n'ont pas passées de marchés. Les autres communes ont un PPM et l'accusé de réception de la DNCMP – Pas d'affiche, pas de publication
4) Taux d'exécution des Plans annuels de passation de marchés des communes pour le FADL (indicateur 2 FADL)	Co_1 : ND Co_2 : ND Co_3 : ND Co_4 : ND Co_5 : ND Co_6 : ND		Co_1 : 43,5% Co_2 : NA Co_3 : 21,3% Co_4 : 60,7% Co_5 : NA Co_6 : 31%	Co_1 : 50% Co_2 : 80% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%	Co_1 : 80% Co_2 : 100% Co_3 : 80% Co_4 : 80% Co_5 : 80% Co_6 : 80%	Les marchés de Maîtrise d'œuvre sont au stade de la contractualisation
5) Accroissement des ressources de la commune consacrées à la formation des élus et des agents de la commune (indicateur 3 FADL)	Co_1 : ND Co_2 : ND Co_3 : ND Co_4 : ND Co_5 : ND Co_6 : ND	Co_1 : 0 Co_2 : 0 Co_3 : 0 Co_4 : 0 Co_5 : 0 Co_6 : 0		Co_1 : 20% Co_2 : 50% Co_3 : 20% Co_4 : 20% Co_5 : 20% Co_6 : 20%	Co_1 : 50% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%	Aucun budget n'est prévu pour la formation des élus ou des agents communaux Cet indicateur devrait être dans l'Output 2
6) Respect des délais d'exécution des différentes étapes de la maîtrise d'ouvrage (indicateur 4 FADL)	Co_1 : ND Co_2 : ND Co_3 : ND Co_4 : ND Co_5 : ND Co_6 : ND		Co_1 : 0% Co_2 : 0% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%	Co_1 : 50% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Toutes les communes ont plus de 90 jours de retard. Le retard est en grande partie dû à la sous-estimation de la préparation de la DP

³ Co_1 : Buganda - Co_2 : Bukinyanya - Co_3 : Mabayi - Co_4 : Mugina - Co_5 : Murwi - Co_6 : Rugombo

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
A101. Appuyer financièrement les communes					Il a fallu 9 mois pour recruter un MOE. Utiliser l'ordonnance sur les seuils de passation des marchés sur financement extérieur pour les prochains recrutements
A102. Effectuer une étude de référence					Activité clôturée en 2011
A103. Evaluer annuellement les performances des communes					C'est une activité pilotée par le ministère que nous avons appuyé qui s'est déroulée en août au lieu de mai.
A104. Concevoir un manuel de procédures pour le FADL					Activité clôturée en 2011
A105. Effectuer des audits financiers					
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	La dynamique activités-à-outputs de la logique d'intervention est toujours valable, mais l'apprentissage action est une dynamique qui prend du temps (réellement démarrée en 2012). Malheureusement les acteurs n'adhèrent pas totalement aux procédures (passation des marchés) qui sont très exigeantes et très longues d'où un certain découragement. L'évaluation de l'atteinte des résultats est quelque peu biaisée par certaines données non fiables (absence de compte de gestion en 2010) et les indicateurs 1 et 5 ne sont pas adaptés à cet output et serait mieux pour mesurer l'output 2. L'évaluation des performances est faite en 2012 sur les données 2011 ;				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Les communes de la province de Cibitoke sont les seules communes du Burundi à avoir élaborées et transmis un Plan de passation des marchés.				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Comme facteur d'influence négatif, nous pouvons noter qu'il y a une grande diversité des approches selon les partenaires (PTFs), certains n'appliquant pas les procédures nationales et utilisant des procédures simplifiées. Les autorités communales adhèrent peu. Le recrutement tardif du conseiller provincial en Infrastructure, non prévu dans les DTF a contribué au retard au niveau du FADL.				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>					

2.3.2 Exécution budgétaire

Le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » en annexe fournit les détails des dépenses des lignes de cet output 1.

Budget total	Dépenses 2010 + 2011	Dépenses 2012	Total cumulé au 31/12/12	Solde	Taux d'exécution budgétaire
2 635 850	89 401,76	63 480,01	152 881,77	2 501 074,51	3%

⁴

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Le taux d'exécution budgétaire de ce dernier est de 6%. En effet, la principale activité de ce résultat est destinée à financer les microprojets des PCDC, via le FADL. L'année 2011 a été consacrée la mise en place du FADL (manuel de procédures) et l'année 2012 a vu le recrutement des Maître d'œuvre pour la réalisation des infrastructures. Il a fallut plus de 9 mois pour ce recrutement au vu des délais de passation des marchés et des délais inhérent à l'apprentissage du processus par les communes.

Les autres activités de cet output sont soit réalisées à 100% soit à près de 45%.

2.3.3 Critères de qualité

Critères	Note
Effcience	B
Efficacité	C
Durabilité	B

2.4 Output 2 : La gouvernance administrative et financière des communes est améliorée pour une meilleure gestion des services publics

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 : La gouvernance administrative et financière des communes est améliorée pour une meilleure gestion des services publics						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
1) Régularité des sessions ordinaires du conseil communal (critère 2 GNEPC)	Co_1 ⁵ : 3/4 Co_2 : 4/4 Co_3 : 3/4 Co_4 : 2/4 Co_5 : 3/4 Co_6 : 4/4	Co_1 : 4/4 Co_2 : 4/4 Co_3 : 4/4 Co_4 : 4/4 Co_5 : 2/4 Co_6 : 4/4		Co_1 : 4/4 Co_2 : 4/4 Co_3 : 4/4 Co_4 : 4/4 Co_5 : 4/4 Co_6 : 4/4	Co_1 : 4/4 Co_2 : 4/4 Co_3 : 4/4 Co_4 : 4/4 Co_5 : 4/4 Co_6 : 4/4	Excepté Murwi, le reste des communes tiennent régulièrement leurs sessions ordinaires du conseil communal
2) Taux de participation des membres du conseil communal aux sessions du Conseil Communal (critère 3 GNEPC)	Co_1 : 55% Co_2 : 94,3% Co_3 : 58,3% Co_4 : 39,3% Co_5 : 52,5% Co_6 : 60,5%	Co_1 : 81,5% Co_2 : 91,5% Co_3 : 74,75% Co_4 : 30 % Co_5 : 30 % Co_6 : 63 %		Co_1 : 70% Co_2 : 100% Co_3 : 70% Co_4 : 50% Co_5 : 70% Co_6 : 80%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 90% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Le taux de participation est faible sur Mugina et Murwi car il n'y a pas de liste de présence pouvant attester la participation (session 1 et 3)
3) Les communes disposent d'un rapport annuel sur l'état de la commune adopté par le CC. (critère 7 GNEPC)	Co_1 : 0% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%	Co_1 : 50 % Co_2 : 50 % Co_3 : 50 % Co_4 : 0 % Co_5 : 0 % Co_6 : 50 %		Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Aucun rapport n'est disponible mais il a été adopté en conseil pour les communes de Buganda, Bukinanyana, Mabayi et Rugombo
4) Budget primitif adoptés par le CC et transmis à la tutelle dans les délais légaux.(indicateur 5 FADL)	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 100%		Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Budget primitif adopté et transmis dans les délais
4) Budget supplémentaire adoptés par le CC et transmis à la tutelle dans les délais légaux.(indicateur 5 FADL)	Co_1 : 0% Co_2 : 0% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%		Co_1 : 0% Co_2 : 0% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Aucune commune n'a de budget supplémentaire
4) Budget compte de administratif adoptés par le CC et transmis à la tutelle dans les délais légaux.(indicateur 5 FADL)	Co_1 : 0% Co_2 : 0% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%	Co_1 : 50% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%		Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Tous les comptes sont adoptés mais il n'y a aucune trace pour connaître la date de transmission à la tutelle
4) Budget compte de gestion adoptés par le CC et transmis à la tutelle dans les délais légaux.(indicateur 5 FADL)	Co_1 : 50% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%	Co_1 : 50% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 50% Co_5 : 50% Co_6 : 50%		Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Tous les comptes sont adoptés mais il n'y a aucune trace pour connaître la date de transmission à la tutelle car pas de lettre de transmission.
5) Les communes respectent leurs obligations sociales envers leurs personnels (critère 12 GNEPC)	Co_1 : 0% Co_2 : 0% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%	Co_1 : 75% Co_2 : 75% Co_3 : 75% Co_4 : 75% Co_5 : 50% Co_6 : 75%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 50% Co_6 : 100%	Co_1 : 75% Co_2 : 75% Co_3 : 75% Co_4 : 75% Co_5 : 75% Co_6 : 75%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	En 2011 toutes les communes ont payées et déclarées INSS suite à la pression PADLPC pour signer les accords, avec un retard. Pour 2012, uniquement jusqu'en septembre. Pour Murwi pas de preuve de versement

⁵ Co_1 : Buganda - Co_2 : Bukinanyana - Co_3 : Mabayi - Co_4 : Mugina - Co_5 : Murwi - Co_6 : Rugombo

6) Tenue régulière de la comptabilité liée aux accords signés avec le PADLPC. (indicateur 6 FADL)	Co_1 : NA Co_2 : NA Co_3 : NA Co_4 : NA Co_5 : NA Co_6 : NA	Co_1 : NA Co_2 : NA Co_3 : NA Co_4 : NA Co_5 : NA Co_6 : NA	Co_1 : NA Co_2 : NA Co_3 : NA Co_4 : NA Co_5 : NA Co_6 : NA	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Les paiements se font par le PADLPC sur la base des justificatifs fournis par les communes.
7) Restitution effective du PTD actualisé annuellement et de son niveau de mise en œuvre au CCDC. (indicateur 7 FADL)	Co_1 : ND Co_2 : ND Co_3 : ND Co_4 : ND Co_5 : ND Co_6 : ND		Co_1 : 30% Co_2 : 30% Co_3 : 30% Co_4 : 30% Co_5 : 30% Co_6 : 30%	Co_1 : 60% Co_2 : 60% Co_3 : 60% Co_4 : 60% Co_5 : 60% Co_6 : 60%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Le PV de restitution du CCDC est disponible au PADLPC mais pas dans le classement des communes.
8) Accroissement des recettes fiscales recouvrées par les communes ramenées à la population (indicateur 8 FADL)	Co_1 : 41/118% Co_2 : -230/-215% Co_3 : 21/-88% Co_4 : 27/123% Co_5 : -188/-196% Co_6 : 45/212%	Co_1 : 142,51 Co_2 : 43,127 Co_3 : 46,90 Co_4 : 10,20 Co_5 : 151,60 Co_6 : 136,91		Co_1 : 20 Co_2 : 40 Co_3 : 45 Co_4 : 20 Co_5 : 25 Co_6 : 30	Co_1 : 30 Co_2 : 50 Co_3 : 55 Co_4 : 30 Co_5 : 35 Co_6 : 40	Les communes ont marqué des progrès dans le recouvrement des recettes
9) Amélioration des taux d'exécution des budgets primitifs et supplémentaires (indicateur 9 FADL)	Co_1 : ND Co_2 : ND Co_3 : ND Co_4 : ND Co_5 : ND Co_6 : ND	Co_1 : -11% Co_2 : 48% Co_3 : -14% Co_4 : 17% Co_5 : 21% Co_6 : -19%		Co_1 : 20% Co_2 : 40% Co_3 : 45% Co_4 : 30% Co_5 : 35% Co_6 : 40%	Co_1 : 30% Co_2 : 50% Co_3 : 50% Co_4 : 40% Co_5 : 45% Co_6 : 50%	La méthode de calcul est à revoir car elle pénalise les communes déjà performantes et ne renseigne guère sur la vraie performance des communes
10) Accroissement des subventions mobilisées auprès des acteurs issus de la société civile et intégrés au budget communal (indicateur 10 FADL)	Co_1 : ND Co_2 : ND Co_3 : ND Co_4 : ND Co_5 : ND Co_6 : ND	Co_1 : 0% Co_2 : 0% Co_3 : 0% Co_4 : 0% Co_5 : 0% Co_6 : 0%		Co_1 : 10 Co_2 : 20 Co_3 : 15 Co_4 : 10 Co_5 : 10 Co_6 : 25	Co_1 : 12 Co_2 : 25 Co_3 : 17 Co_4 : 12 Co_5 : 12 Co_6 : 27	Il n'y a aucun crédit sur ces comptes visés par ce critère
11) Exhaustivité des éléments des dossiers de marché (DAO, Lettre d'attribution,...) (critère 15 GNEPC)	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 75% Co_6 : 100%	Co_1 : Co_2 : Co_3 : Co_4 : Co_5 : Co_6 :		Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Co_1 : 100% Co_2 : 100% Co_3 : 100% Co_4 : 100% Co_5 : 100% Co_6 : 100%	Ce critère concerne maintenant régularité dans la Passation des Marchés. Les marchés passés en 2011 sont des marchés PRADECS. Revoir l'indicateur

État d'avancement des principales activités ⁶	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
A201. -Renforcer les capacités des administrations communales					Mise en demeure du consultant BECAF – La validation du rapport final de BECAF a été faite en fin d'année
A202. -Effectuer des formations pour les équipes administratives mises en place					Il était prévu de réaliser les formations sur les MP suite à l'élaboration du Guide MP, ces formations seront effectuées par un consultant qui va au préalable élaborer les modules (synergie Fonds Commun Education) Toutes les autres formations ont été exécutées dans les temps
A203.-Organiser des Tables rondes provinciales					
A204.-Appuyer les communes pour une mobilisation des impôts, taxes et revenus du patrimoine et des services					Retard de 3 mois liées à la mise en place tardive de la CGMP du PADLPC (changement de tutelle)
A205.Assurer l'élaboration et la mise à disposition des outils					

6

- A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).	
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	Logique d'intervention est toujours bonne, mais les acteurs ne sont pas toujours favorables au changement ou du moins ne perçoivent pas ses changements comme une nécessité légale et un progrès dans la transparence, d'où le souhait de développer une stratégie de communication. L'outil TRP n'est pas suffisamment utilisé l'UGP ne voulant pas mobiliser dans les réunions les acteurs déjà impatientés par une attente des réalisations concrètes concernant les investissements communaux. L'UGP a volontairement mise en œuvre les activités de la mobilisation financière au 2d semestre car elle était concentrée sur les activités liées au FADL (output 1).
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Cinq(5) sur six communes payent actuellement régulièrement les cotisations INSS. Les communes produisent leur rapport mensuel financier.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Suite aux long délais des procédures, il devient difficile de mobiliser les acteurs sans résultats palpables, avec les 1 ^{ères} acquisitions en équipement, les acteurs communaux sont plus à l'écoute du PADLPC. Des stratégies ont déjà été élaborées par les autres partenaires comme GN et GIZ sur les quelles nous pourrions nous appuyer – Amorces de réflexion des communes sur la mobilisation financière à travers la visite d'échange d'expérience Absence de la révision des textes sur la fiscalité des communes Manque des ressources locales compétentes
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Travail du CTS sur le guide MP : Prise de conscience des acteurs sur la nécessité d'améliorer la réglementation sur les marchés publics – Création d'une dynamique

2.4.2 Exécution budgétaire

Le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » en annexe détaille les dépenses des lignes de cet output 2.

Budget total	Dépenses 2010 + 2011	Dépenses 2012	Total cumulé au 31/12/12	Solde	Taux d'exécution budgétaire
243 243,18	27 748,80	103 781,14	131 529,94	111 713,24	54%

Le taux d'exécution est de 54%, et la quasi totalité des activités prévues ont été réalisées à l'exception du retard dans l'élaboration de la stratégie de mobilisation des recettes communales décalée au 1^{er} trimestre 2013.

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Effizienz	A
Efficacité	C
Durabilité	B

2.5 Output 3 : Les capacités des services centraux et déconcentrés de l'Etat sont renforcées pour améliorer le contrôle et l'appui-conseil aux communes

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : Les capacités des services centraux et déconcentrés de l'Etat sont renforcées pour améliorer le contrôle et l'appui-conseil aux communes								
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année N	Cible finale	Commentaires		
1)% des communes inspectées annuellement par la Direction des finances communales	0%	100%	100%	100%	100%			
2)% de budgets primitifs et supplémentaires approuvés par la Tutelle dans les délais et conformes	50% (3/6)	Tous approuvé	Tous approuvé	83% (5/6)	100% (6/6)	Aucune date d'approbation des budgets n'est disponible (signature sans date)		
3) Taux de satisfaction des administrateurs communaux sur la disponibilité et sur la qualité des appuis des services techniques déconcentrés	3/6 (50%)			4/6 (67%)	6/6 (100%)	Cette donnée sera recueillie dans la MTR		
4) Evaluation des performances communales approuvée par le CPD dans les délais	100%	100%	100%	100%	100%			
5)% des communes pour lesquelles le rapport annuel d'évaluation des performances est restitué au CC	0%	0%	0%	50%	100%			
6) % de réunions ou d'ateliers organisés par le PADLPC dans lesquels il y a eu participation des services centraux ou provinciaux de l'Etat	55%		100%	100%	100%			
État d'avancement des principales activités ⁷				État d'avancement :		Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)		
				A	B		C	D
A 301.-Effectuer des formations des formateurs								Même chose que dans R2
A302.-Appuyer le CPD pour la mise en œuvre de son plan d'actions								Pas de plan d'action mais quand même des formations avec CPD
A303.-Appuyer les services de l'Etat pour le suivi et l'assistance-conseil aux communes								
A304.-Renforcer les capacités de la Direction générale en charge de la décentralisation pour la mise en œuvre de la politique de décentralisation								
A305.-Renforcer les capacités de la DGAT								
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).								
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>		Logiquement les activités doivent contribuer à l'output mais certains obstacles comme l'absence de plan d'action du CPD où le faible budget disponible pour les activités a limité l'atteinte de cet output						
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>		Cet output est nouveau, en une année il est difficile de remarquer des avancés notables.						
<i>Difficultés qui se sont présentées,</i>		Changement du Ministère en charge de la décentralisation (en avril 2012), et						

7

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<i>facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	nomination du Directeur Générale de la Décentralisation en novembre, 2012, donc les appuis furent limités. Comme facteur positif, le plan triennal de la décentralisation a été élaboré et chaque PTF a pu se prononcer sur l'appui qu'il apporterait Un plan national de formation est en cours d'élaboration, la validation étant prévue en
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Suite a la demande d'appui du Ministère (MDC) pour la participation au sommet Africités, le PADLPC a financé 3 cadres du Ministère et 2 administrateurs communaux. Cette participation a permis de se rendre compte du poids des collectivités au niveau mondial.

2.5.2 Exécution budgétaire

Le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » en annexe fournit les détails les dépenses des lignes de cet output 3.

Budget total	Dépenses 2010 + 2011	Dépenses 2012	Total cumulé au 31/12/12	Solde	Taux d'exécution budgétaire
54 672,60	1 062,36	19 033,72	20 096,06	34 576,52	37%

Le taux d'exécution de cet output 3 est de 37%. Ce résultat a été ajouté lors de la validation de la Baseline, en décembre 2011. Les activités concernant la formation des formateurs ont été reportées en 2013 après l'élaboration des modules de formation sur les marchés publics.

2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	A
Efficacité	C
Durabilité	B

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Lors des divers formations, il y a entre 10% à 20% du qui sont des femmes, notamment les Administrateurs Communaux (2/6), les comptables (2/6) et les régisseurs (1/5).

Pour la participation au 6^{ème} sommet Africités, le PADLPC a tenu compte de la dimension genre dans le choix des administrateurs communaux et des agents de l'Etat pris en charge.

Les futures infrastructures construites via le FADL doivent tenir compte de la dimension genre (latrines adaptées aux femmes dans les écoles).

Dans le cadre de l'élaboration des PCDC une réflexion sur la prise en compte du genre, à laquelle nous participons, est en cours.

3.2 Environnement

Lors des DAP, une réflexion particulière est menée sur l'impact environnemental des projets. Afin de sensibiliser les différents acteurs à l'utilisation de matériaux respectant au mieux l'environnement diverses visites ont eu lieu au Centre d'Enseignement des Métiers, construits en brique de terre compressée (financement CTB).

Une Table Ronde Provinciale doit être organisée sur ce sujet, en janvier 2013, afin que les communes puissent réfléchir au choix des matériaux de construction, notamment en brique de terre compressée. Il est envisagé de demander des variantes de construction, dans les Dossiers d'Appel d'Offres, notamment en incluant les BTC.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Revoir les indicateurs du Cadre logique (trop d'indicateurs, données de base à revoir, indicateurs à déplacer)	2.2 et 2.3	Dir P	Q1
Utiliser l'ordonnance sur les seuils de passation des marchés sur financement extérieur pour les prochains recrutements des MOE	2.3	SMCL	Q1
Valider avec les communes leurs Plans de Renforcement des Capacités	2.4	Dir P	Q1
Utiliser au mieux l'outil « Table Ronde Provinciale »	2.4	Dir P	Toute l'année
Mettre en place un comité de suivi des stratégies de mobilisation des ressources communales	2.4	Dir P	Q2
Inclure la dimension genre dans toutes les infrastructures construites dans le cadre du FADL et surtout la dimension environnementale avec la promotion du système BTC	3.1	CPI	Q1 et Q3

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Pour l'élaboration des DAP 2013, l'UGP s'implique plus fortement dans l'assistance sur l'estimation des coûts.	Projet
Les DAP doivent être élaborés en concertation avec l'ensemble des acteurs, notamment les services techniques de l'Etat et les futurs gestionnaires des projets. Dans certaines communes, sous l'impulsion du PADLPC, des sessions avec les différents acteurs ont déjà été organisées dans le cadre de la préparation des DAP 2013.	Administrations Communales
Il serait important qu'à l'avenir les communes réfléchissent au recrutement d'un agent communal ingénieur ou un technicien génie civil afin d'élaborer l'ensemble des documents liés à la passation des marchés publics.	Administrations Communales
La composition des membres des sous-commissions selon leur provenance, joue un rôle important comme facteur disponibilité des membres des sous-commissions. En effet, si les membres d'une sous-commission proviennent d'un même service (ex. personnel communal seulement), leur disponibilité devient difficile (atteinte du quorum); Il est donc recommandée à la PRMP de varier l'origine des membres des sous-commissions d'analyse.	Administrations Communales
La prise en charge des pauses déjeuner des CGMP lors des séances prolongées pourrait améliorer le travail des sous-commissions surtout d'analyse; Si l'ARMP accepte de déroger à la règle des paiements des DAOs sur un seul compte, les communes pourraient utiliser une partie des frais pour la prise en charge des pauses.	Ministère des Finances
Il est difficile de trouver des soumissionnaires intéressés pour des marchés de fournitures de faible montant. Ceci est en partie dû au fait que les soumissionnaires semblent encore réticents à répondre aux appels d'offres des communes. Cela engendre donc une faible concurrence; Il serait souhaitable que les soumissionnaires potentiels soient formés aux procédures des marchés publics.	Futur projet Marchés Public de la CTB
Les pratiques des exercices des séances d'ouverture et d'analyse sont très appréciées par les CGMP, cela constitue un renforcement visible par rapport aux théories sur le Code des marchés publics.	Projet Partenaires
L'aboutissement des petits marchés de fournitures (motos, ordinateurs etc.) dans les communes a redonné plus d'espoir et de dynamisme pour la poursuite des marchés dont les passations sont longues (cas de la maîtrise d'œuvre);	CTB
Multiplier les visites d'échanges telles que celles organisées sur la tenue de la comptabilité et la mobilisation des recettes communales	Projet

Enseignements tirés	Public cible
Définir une programmation annuelle du plan de renforcement des capacités des communes	Projet
Maintenir la mise en place de comité technique de suivi lors de l'élaboration de certaines activités à l'instar de celui mis en place pour l'élaboration du Guide Marchés Publics	Représentation

5 Annexes

5.1 Cadre logique d'origine

Objectif global : Assurer une bonne gouvernance dans la résolution des problèmes majeurs de développement local et communautaire

	Objectif spécifique	Indicateurs	Moyens de vérification	Hypothèses
OS	Les autorités communales de Cibitoke contribuent plus efficacement à la réduction de la pauvreté	Les IOV seront proposés par l'UGB, discutés par les Conseils communaux et dans des tables rondes provinciales et validés par le SMCL CE PROCESSUS PARTICIPATIF EST ESSENTIEL POUR LA REUSSITE DE L'APPROCHE	Les rapports de performance	- bon déroulement élections - volonté politique aux niveaux national, provincial et communal
	Résultats	Indicateurs	Moyens de vérification	Hypothèses
R1	Les projets prioritaires des PCDC sont mis en œuvre dans une approche d'amélioration des capacités de maîtrise d'ouvrage communale	Les IOV seront proposés par l'UGP, discutés par les Conseils communaux et dans des tables rondes provinciales et validés par le SMCL CE PROCESSUS PARTICIPATIF EST ESSENTIEL POUR LA REUSSITE DE L'APPROCHE	Rapport d'évaluation des performances	- Pas cumul des contributions des bénéficiaires - fonctionnement des investissements - capacité de cogestion - harmonisation avec PADAP
A101	Appui financier	Les PCDC sont actualisées annuellement de manière participative Les projets prioritaires des PCDC sont : exécutés conforme au manuel de procédure Les investissements sont fonctionnels	Rapport d'évaluation des performances Rapport annuel du projet Audit annuel du projet	
A103	Evaluation des performances en premier semestre de l'an 2 du projet	Les indicateurs ont été proposés par l'UGP, fait l'objet de délibération des six Conseils communaux et validés par le SMCL L'étude d'évaluation a été produite, fait l'objet de délibération des six Conseils communaux et validés par le SMCL Les dotations pour les six communes pour l'an 3 ont été déterminées avant le 1/9/an2	Rapport d'évaluation des performances en premier semestre de l'an 2 du projet Rapport annuel an2 du projet Audit annuel an2 du projet	
A104	Evaluation de la performance des communes en an 2	Les indicateurs ont été proposés par l'UGP, fait l'objet de délibération des six Conseils communaux et validés par le SMCL L'étude d'évaluation a été produite, fait l'objet de délibération des six Conseils communaux et validés par le SMCL Les dotations pour les six communes pour l'an 4 ont été déterminées avant le 1/9/an3	Rapport d'évaluation des performances en l'an 2 du projet Rapport annuel an2 du projet Audit annuel an2 du projet	
A105	Eval perform An 3	L'étude de référence a été produite, fait l'objet de délibération des six Conseils communaux et validés par le SMCL	Rapport d'évaluation des performances en l'an 3 du projet Rapport annuel an3 du projet Audit annuel an2 du projet	
	et An 4	L'étude de référence a été produite, fait l'objet de délibération des six Conseils communaux et validés par le SMCL	Rapport d'évaluation des performances en l'an 4 du projet Rapport annuel an 4 du projet Audit annuel an 4 du projet	
A106	Manuel procédure	Les manuels du PRADECS et du PARDC ont été adaptés au projet	Manuel du projet	
A107	Audits financiers	Les audits ont été conduits	Audits disponibles	

	Résultats	Indicateurs	Moyens de vérification	Hypothèses
R2	La gouvernance du développement local et la participation citoyenne est améliorées	Les IOV seront proposés par l'UGB, discutés par les Conseils communaux et dans des tables rondes provinciales et validés par le SMCL CE PROCESSUS PARTICIPATIF EST ESSENTIEL POUR LA REUSSITE DE L'APPROCHE		- Voir hypothèses objectif spécifique
A201	Renforcement des capacités	Les communes ont produit des plans de renforcements des capacités, basés sur les performances, délibérés en conseil Les communes ont mis en œuvre les plans	Plans de développement des capacités PV conseils Rapport d'évaluation des performances en l'an 3 et 4 Rapport annuel an 3 et 4 du projet Audit annuel an 3 et 4 du projet	
A202	Formations init GN	Les formations de GN ont été exécutées	Rapport annuel an 1	
A203	Formation des formateurs de la DFAR	Les formateurs de la DFAR ont été formés et testés	Rapports des formations Résultats des tests en situation	
A204	Formations initiales nouveaux élus	Les nouveaux élus ont été formés et testés	Rapports des formations Résultats des tests en situation	
A205	Tables rondes provinciales	Les tables rondes ont été organisées	CR des tables rondes Rapports de performance	
A206	Suivi-Appui-Conseil MDDC	Les services provinciaux et les communes bénéficient du suivi-appui-conseil du MDDC	Rapports des missions du MDDC CR du gouvernement et des communes Rapport du projet	
R3	La mobilisation des ressources financières communale est améliorée	Le taux recettes communales / potentiel fiscal augmente	Rapports financiers des communes, du gouvernement et de la direction des finances communales Rapport de performances des communes	- Volonté des ministères de finances, de l'intérieur est des ministères sectoriels - Résultats démarche détermination des compétences à transférer
A301	Etude potentielle fiscal interne des communes	L'étude du potentiel fiscal a été conduite, les résultats on fait l'objet de débats au niveau communal et provincial et ont été validés par le SMCL	Etude potentielle fiscale PV Province et communes PV SMCL	
A302	Etude potentielle de financements externes des communes	L'étude du potentiel de financements externes des communes a été conduite, les résultats on fait l'objet de débats au niveau communal et provincial Les communes ont élaboré une stratégie de mobilisation de ressources externes Les communes ont mis en œuvre leur stratégie	Etudes potentielles de financements externes des communes Stratégies communales de mobilisation Rapports de performance	
A303	Tables rondes prov.	Les tables rondes ont été organisées	CR des tables rondes Rapports de performance	
A304	Appui conseil MDDC en décentralisation fiscale	Les ministères des finances, de l'intérieur et le MDDC se concertent sur la décentralisation fiscale Une stratégie de décentralisation fiscale est formulée	CR de réunions Note de politique	

5.2 Cadre logique mis à jour

Objectif global : Assurer une bonne gouvernance dans la résolution des problèmes majeurs de développement local et communautaire

RESULTATS /OS	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OS : Les autorités communales de Cibitoke contribuent plus efficacement à la réduction de la pauvreté	1)% des écoles primaires/fondamentales et secondaires de la province construites ou réhabilitées sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport au nombre total des écoles primaires/fondamentales et secondaires construites ou réhabilitées dans la Province.	-Rapport annuel de la Direction provinciale de l'éducation -Rapports de la carte scolaire -Rapport annuel d'activités des communes	-Volonté politique continue au niveau national, provincial et communal en matière de décentralisation -Stabilité socio-politique dans la province et dans les communes -Adoption des textes répartissant les compétences entre l'Etat et les communes ; -Fonctionnalité du FONIC et des transferts des ressources financières de l'Etat aux communes
	2) Nombre d'enfants scolarisés par classe et par niveau (primaires/fondamentales et secondaires)	-Rapport annuel de la Direction provinciale de l'éducation -Rapports de la carte scolaire -Rapport annuel d'activités des communes -Rapports Inspection communale de l'enseignement	
	3)% des centres de santé/postes de santé de la province construites ou réhabilités sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport au nombre total des centres de santé/postes de santé construits ou réhabilités dans la Province	-Rapport annuel du Bureau Provincial de Santé (BPS) ou Rapports annuels Bureau du District Sanitaire -Rapport annuel d'activités des communes	
	4) Nombre d'habitants ayant accès à un centre de santé fonctionnel à un rayon de 5 km	- Rapport annuel du Bureau Provincial de Santé (BPS) ou Rapports annuels Bureau du District Sanitaire -Rapport annuel d'activités des communes	
	5)% des points d'eau potables construits ou réhabilités sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes au nombre total des points d'eau potables construits ou réhabilités dans la Province.	-Rapport annuel d'activités des communes -Rapports RCE -Rapport Direction Générale de l'Hydraulique et de l'énergie rurale (DGHER)	
	6) Nombre d'habitants ayant un accès à un point d'eau potable fonctionnel	-Rapport annuel d'activités des communes -Rapports RCE -Rapport Direction Générale de l'Hydraulique et de l'énergie rurale (DGHER)	
	7)% des superficies de la province reboisée sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes par rapport à la superficie totale reboisée dans la Province	-Rapport annuel d'activités des communes -Rapport annuel Foresterie communale et provinciale -Rapports annuels DPAE et Antenne provinciale Aménagement territoire	
	8) Nombre de km des routes communales/pistes rurales construites/réhabilités dans la province sous maîtrise d'ouvrage communale sur toutes les communes	-Rapports annuels d'activités des communes	
	9) Taux de desserte : Nbre km routes/Superficie commune.	-Rapports annuels d'activités des communes	

RESULTATS	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R1 : Les capacités communales de maîtrise d'ouvrages du développement local sont renforcées	1) Taux d'accroissement des ressources budgétaires propres (critère 13 GNEPC)	-Rapport annuel d'évaluation des performances communales de la Province de Cibitoke -Compte administratif et compte de gestion	-Capacité de maîtrise des procédures du FADL par les communes -Respect de leurs engagements par les communes -Fonctionnalité du système national de contrôle des marchés publics -Efficacité de l'UGP pour l'instruction des dossiers du FADL -Efficacité du CPD et des services techniques déconcentrés pour l'appui-conseil aux communes
	2) Part du budget consacré à l'investissement et/ou à la maintenance (critère 14 GNEPC)	-Rapport annuel d'évaluation des performances communales de la Province de Cibitoke -Compte administratif et compte de gestion	
	3) Disponibilité d'un accusé de réception par la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics du plan prévisionnel annuel de passation des marchés de la commune. (indicateur 1 FADL)	- Dossiers de marchés des communes - Archives communales	
	4) Taux d'exécution des Plans annuels de passation de marchés des communes pour le FADL (indicateur 2 FADL)	- Plans annuels de passation des marchés - Mémoires justificatifs des dépenses de la tranche annuelle	
	5) Accroissement des ressources de la commune consacrées à la formation des élus et des agents de la commune (indicateur 3 FADL)	- Compte administratif et/ou compte de gestion (code 623)	
	6) Respect des délais d'exécution des différentes étapes de la maîtrise d'ouvrage (indicateur 4 FADL)	- Plan annuel de passation des marchés - Contrat avec les prestataires de services et de travaux (dates de clôture des prestations) - Procès-verbaux de réception des marchés	
A101. -Appuyer financièrement les communes	- Respect délai de notification des dotations annuelles et des bonifications aux communes	-Date lettre de notification aux communes des dotations annuelles et des bonifications.	
	-% des dotations annuelles engagées par les communes	-Accords annuels de financement PADLPC ; -Montant total des marchés de travaux, fournitures et services	
	-Taux d'exécution financier des accords annuels de financement PADLPC	-Accords annuels de financement PADLPC ; -Mémoires justificatifs financiers approuvés par le PADLPC.	
A102. -Effectuer une étude de référence	-Système de suivi et d'évaluation du PADLPC et situation de référence du PADLPC disponibles	-Rapport final de l'étude de référence validé par la SMCL.	
A103. -Evaluer annuellement les performances des communes	- Disponibilité des indicateurs de performance pour le calcul de la bonification.	-Rapports annuels d'évaluation des performances des communes	
	- Respect des délais de notification aux communes du montant de leur bonification.	-Lettre de notification du montant de la bonification.	
A104. -Concevoir un manuel de procédures pour le FADL	-Manuel de procédures du FADL disponible	-Compte rendu de la SMCL portant validation du manuel des procédures du FADL -Manuel des procédures FADL	
A105. - Effectuer des audits financiers	-Audits financier des communes réalisés annuellement. - Niveau de mise en œuvre des recommandations des auditeurs	-Rapports d'audits financiers	

RESULTATS	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R2 : La gouvernance administrative et financière des communes est améliorée pour une meilleure gestion des services publics	1) Régularité des sessions ordinaires du conseil communal (critère 2 GNEPC)	-Rapport annuel d'évaluation des performances communales de la Province de Cibitoke.	-Volonté politique de décentralisation ; -Transferts de moyens aux collectivités locales ; -Loi sur les recettes communales ; -Clarté entre l'intervention de l'OBR et les éléments de l'assiette imposable au niveau des communes ; -Disponibilité des agents administratifs dans les formations proposées dans le cadre du renforcement des capacités ; -Capacités des agents à comprendre et à s'approprier le contenu du document relatif à l'administration et à la gestion comptable ; -Capacités des agents à comprendre et à s'approprier le contenu du manuel des procédures du FADL.
	2) Taux de participation des membres du conseil communal aux sessions du Conseil Communal (critère 3 GNEPC)	-Rapport annuel d'évaluation des performances communales de la Province de Cibitoke.	
	3) Les communes disposent d'un rapport annuel sur l'état de la commune adopté par le CC. (critère 7 GNEPC)	-Le rapport annuel d'activité des communes PV délibération CC	
	4) Budget primitif et supplémentaire, compte administratif et compte de gestion adoptés par le CC et transmis à la tutelle dans les délais légaux. (indicateur 5 FADL)	-Rapport annuel d'évaluation des performances communales de la Province de Cibitoke. -Budgets primitifs -Budgets supplémentaires -PV adoption budgets -Accusé réception budgets par le Gouverneur. -PV adoption compte administratif et de gestion -Accusé réception compte administratif et de gestion par la Cours des comptes.	
	5) Les communes respectent leurs obligations sociales envers leurs personnels (critère 12 GNEPC)	-Rapport annuel d'évaluation des performances communales de la Province de Cibitoke.	
	6) Tenue régulière de la comptabilité liée aux accords signés avec le PADLPC. (indicateur 6 FADL)	-Rapport d'audit -Mémoire justificatif des dépenses réalisées dans le cadre de l'accord de financement pour le FADL	
	7) Restitution effective du PTD actualisé annuellement et de son niveau de mise en œuvre au CCDC. (indicateur 7 FADL)	-PV de réunion du CCDC	
	8) Accroissement des recettes fiscales recouvrées par les communes ramenées à la population (indicateur 8 FADL)	-Comptes administratifs et comptes de gestion. -Recensement général de la population 2008.	
	9) Amélioration des taux d'exécution des budgets primitifs et supplémentaires (indicateur 9 FADL)	-Budgets primitifs et supplémentaires -Comptes administratifs et comptes de gestion (rubriques 711 à 716)	
	10) Accroissement des subventions mobilisées auprès des acteurs issus de la société civile et intégrés au budget communal (indicateur 10 FADL)	-Comptes administratifs et comptes de gestion (rubriques 753, 754, 103, 134, 135)	
	11) Exhaustivité des éléments des dossiers de marché (DAO, Lettre d'attribution,)	-Dossiers de marché -Archives communales	

RESULTATS	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
A201. -Renforcer les capacités des administrations communales	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité du Profil des élus et des agents communaux - plan de renforcement des compétences et des capacités d'administration, basés sur les performances, délibérés en CC -Taux d'exécution des PRC -Nombre de formations ayant bénéficié d'un accompagnement spécifique du PADLPC aux communes pour la mise en application des contenus 	<ul style="list-style-type: none"> -Plans de développement des capacités -PV conseil -Rapport d'activités du PADLPC 	
A202. -Effectuer des formations pour les équipes administratives mises en place	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre total d'Homme-Jours de formations réalisées -Nombre de thématiques abordées -Nombre d'Homme-Jours de formations réalisées par thématique -Niveau de progression des participants aux formations 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapport annuel d'activités des communes -Résultats des tests pré et post-formation 	
A203. -Organiser des Tables rondes provinciales	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de tables rondes provinciales organisées -Nombre de thématiques ayant fait objet de TRP - Nombre de TRP s'appuyant sur un document de travail préalablement élaboré (TdR, doc de stratégie, doc de planification, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> -CR des TRP -Document de travail de la TRP 	
A204. -Appuyer les communes pour une mobilisation des impôts, taxes et revenus du patrimoine et des services	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de communes disposant d'une stratégie adoptée par le CC pour l'amélioration de leurs recettes/ressources financières internes -Nombre de communes disposant d'un Plan d'action pour l'amélioration de leurs recettes/ressources financières internes -Taux d'exécution des plans d'actions 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapport d'étude 	
A205.Assurer l'élaboration et la mise à disposition des outils	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité et quantité d'outils élaborés - Nombre de communes ayant adopté les outils élaborés - % de communes disposant des outils adoptés - % du personnel communal appréciant ces outils 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'évaluation technique du Projet 	

RESULTATS	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R3 : Les capacités des services centraux et déconcentrés de l'Etat sont renforcées pour améliorer le contrôle et l'appui-conseil aux communes	1) % des communes inspectées annuellement par la Direction des finances communales	-Rapport d'inspection	-Augmentation des ressources budgétaires du PADLPC pour répondre aux activités de ce nouveau Résultat ; -Clarification des compétences entre l'Etat et les communes ; -Existence d'une structure fonctionnelle de pilotage de la décentralisation -Maintien de la décentralisation comme activité prioritaire du CSLP ; -Volonté de la province et de ses services déconcentrés ; -Disponibilité des agents des services déconcentrés pour des formations proposées.
	2) % de budgets primitifs et supplémentaires approuvés par la Tutelle dans les délais et conformes	-Budget visé pour approbation par la tutelle	
	3) Taux de satisfaction des administrateurs communaux sur la disponibilité et sur la qualité des appuis des services techniques déconcentrés	-Enquête de satisfaction	
	4) Evaluation des performances communales approuvée par le CPD dans les délais	-PV du CPD relatif à la validation du rapport d'évaluation des perf.	
	5) % des communes pour lesquelles le rapport annuel d'évaluation des performances est restitué au CC	-PV des sessions du CC	
	6) % de réunions ou d'ateliers organisés par le PADLPC dans lesquels il y a eu participation des services centraux ou provinciaux de l'Etat	-Liste de participants dans TRP et autres Formations	
A 301. -Effectuer des formations des formateurs	-Nombre total d'Homme-Jours de formations réalisées	-Rapports des formations -Résultats des tests pré et post-formation	
	-Nombre de thématiques abordées		
	-Nombre d'Homme-Jours de formations réalisées par thématique		
	-Niveau de progression des participants aux formations		
A302. -Appuyer le CPD pour la mise en œuvre de son plan d'actions	-% de demandes d'appuis du CPD satisfait par le projet	-Rapport annuel du CPD -Rapport d'exécution PADLPC	
A303. -Appuyer les services de l'Etat pour le suivi et l'assistance-conseil aux communes	-Nombre de missions de suivi et d'assistance-conseil des services de l'Etat appuyé par le PADLPC -% de demande d'appuis des services de l'Etat pour le suivi et l'assistance-conseil aux communes satisfait par le PADLPC	-Rapports de mission -Ordres de mission -Lettres de demande d'appuis adressées au PADLPC	
A304. -Renforcer les capacités de la Direction générale en charge de la décentralisation pour la mise en œuvre de la politique de décentralisation	-Taux d'exécution des appuis techniques demandés par la DGD et actés par le groupe thématique décentralisation -Plan triennal de mise en œuvre de la politique nationale de la décentralisation disponible -Nombre d'activités/thématiques du PT/PND appuyées par le PADLPC -Nombre d'H-J consacrés par le PADLPC pour les activités du groupe thématique décentralisation et de ses sous-groupes	-Rapport d'exécution PADLPC -Demandes d'appuis DGD -Plan triennal approuvé par le MININTER/Gvnt -Rapport d'exécution PADLPC -Ordres de missions -CR des réunions	

5.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui suite à la validation de la baseline
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non
Planning de l'EMP	Avril 2013
Planning de l'évaluation finale	jj/mm/aaaa
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Aucune mission en 2012 Mission prévue en mars 2013

5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805011

Project Title : **Appui au Développement local et à la Participation Citoyenne dans les communes de la province de CIBITOKÉ**

Budget Version: **G01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2012

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
A LES AUTORITÉS COMMUNALES DE CIBITOKÉ CONTRIBUENT			2.951.872,06	118.338,76	186.294,87	304.633,63	2.647.238,43	10%
01 Les PCDC sont mis en œuvre			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
01 Appui financier à la mise en œuvre des PCDC		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Etude de référence		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Evaluation des performances S1 AN 2		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
04 Evaluation des performances AN 2		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
05 Evaluation des performances AN 3 et 4		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
06 Appui élaboration/révision manuel de procédures		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
07 Audits financiers des communes		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
08 Conception manuel des procédures FADL		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 La gouvernance du développement local et la			0,00	125,84	0,00	125,84	-125,84	??
01 Renforcement des capacités des administrations		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Formations équipes en place		COGES	0,00	73,41	0,00	73,41	-73,41	??
03 Formation de formateurs DFAR du MDDC		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
04 Formation initiale des niles équipes (post élection)		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
05 Tables rondes provinciales		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
06 Suivi-appui-conseil par les cadres du MDDC		COGES	0,00	52,43	0,00	52,43	-52,43	??
03 La mobilisation des ressources financières est améliorée			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
01 Etude sur le potentiel fiscal / Cibitoke (au regard de la		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Etude sur le potentiel de mobilisation de finct extérieur à		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
03 Tables rondes provinciales		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
04 Etudes		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
		REGIE	1.195.885,17	443.330,27	326.940,00	770.270,27	425.614,90	64%
		COGEST	2.804.114,83	89.295,81	106.993,14	196.288,95	2.607.825,88	7%
		TOTAL	4.000.000,00	532.626,08	433.933,14	966.559,22	3.033.440,78	24%



Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805011

Project Title : **Appui au Développement local et à la Participation Citoyenne dans les communes de la province de CIBITOKÉ**

Budget Version: **G01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2012

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
04 Les capacités communales de maîtrise d'ouvrages du			2.653.956,28	89.401,76	63.480,01	152.881,77	2.501.074,51	6%
01 Appui financier à la mise en oeuvre des PCDC		COGES	2.539.000,00	54.788,85	24.323,79	79.112,64	2.459.887,36	3%
02 Etude de référence		COGES	10.177,67	100,64	10.077,03	10.177,67	0,00	100%
03 Evaluations annuelles des performances des communes		COGES	7.243,61	1.872,86	1.370,75	3.243,61	4.000,00	45%
04 Conception manuel des procédures FADL		REGIE	32.639,41	32.639,41	-23,30	32.616,11	23,30	100%
05 Audit financier des communes		REGIE	64.895,59	0,00	27.731,74	27.731,74	37.163,85	43%
05 La gouvernance administrative et financière des			243.243,18	27.748,80	103.781,14	131.529,94	111.713,24	54%
01 Renforcement des capacités des administrations		COGES	100.000,00	10.248,05	43.539,65	53.787,70	46.212,30	54%
02 Formation des équipes communales		COGES	50.000,01	14.065,50	6.887,92	20.953,42	29.046,59	42%
03 Tables rondes provinciales		COGES	10.020,94	3.416,69	1.556,98	4.973,67	5.047,27	50%
04 Appui à la mobilisation des ressources communales		COGES	33.000,00	18,56	1.620,76	1.639,32	31.360,68	5%
05 Elaboration et mise en place des outils		REGIE	50.222,23	0,00	50.175,83	50.175,83	46,40	100%
06 Les capacités desc services centraux et déconcentrés de			54.672,60	1.062,36	19.033,72	20.096,08	34.576,52	37%
01 Formation des formateurs		COGES	2.000,00	0,00	8,96	8,96	1.991,04	0%
02 Appui au CPD		COGES	2.800,00	0,00	589,90	589,90	2.210,10	21%
03 Appui aux services de l'Etat, suivi et assistance -Conseil		COGES	5.000,00	1.062,36	15.980,87	17.043,23	-12.043,23	341%
04 Appui la DG décentralisation		COGES	44.872,60	0,00	2.453,99	2.453,99	42.418,61	5%
05 Appui à la direction générale de l'Administration du		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
01 Réserve budgétaire			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%
		REGIE	1.195.885,17	443.330,27	326.940,00	770.270,27	425.614,90	64%
		COGEST	2.804.114,83	89.295,81	106.993,14	196.288,95	2.607.825,88	7%
		TOTAL	4.000.000,00	532.626,08	433.933,14	966.559,22	3.033.440,78	24%



Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805011

Project Title : **Appui au Développement local et à la Participation Citoyenne dans les communes de la province de CIBITOKÉ**

Budget Version: **G01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2012

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.048.127,94	414.287,32	247.638,27	661.925,59	386.202,35	63%
01 Frais de personnel			792.575,93	276.199,31	226.063,73	502.263,04	290.312,89	63%
01 ATI (Délégué à la Cogestion)		REGIE	600.000,00	218.091,19	170.886,83	388.978,02	211.021,98	65%
02 Directeur d'intervention (Primes)		REGIE	20.339,00	10.692,62	4.478,87	15.171,49	5.167,51	75%
03 Conseiller communal		REGIE	24.000,00	8.891,60	10.019,01	18.910,61	5.089,39	79%
04 Equipe finance et administration		REGIE	77.405,06	22.639,28	20.452,27	43.091,55	34.313,51	56%
05 Equipe technique		REGIE	66.031,87	12.512,46	18.314,40	30.826,86	35.205,01	47%
06 Autres frais de personnel (y compris recrutement)		REGIE	4.800,00	3.372,16	1.912,35	5.284,51	-484,51	110%
02 Investissements			97.568,04	95.367,42	583,27	95.950,69	1.617,35	98%
01 Véhicules		REGIE	57.496,26	57.496,26	36,09	57.532,35	-36,09	100%
02 Equipement bureau		REGIE	5.913,90	5.494,56	139,34	5.633,90	280,00	95%
03 Equipement IT		REGIE	22.010,79	20.248,06	389,29	20.637,35	1.373,44	94%
04 Aménagements du bureau		REGIE	12.147,09	12.128,54	18,55	12.147,09	0,00	100%
03 Frais de fonctionnement			105.983,97	41.281,24	20.603,31	61.884,55	44.099,42	58%
01 Loyer du bureau		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
02 Charges		REGIE	22.866,12	3.943,30	6.429,90	10.373,20	12.492,92	45%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		REGIE	51.101,30	19.852,68	10.036,22	29.888,90	21.212,40	58%
04 Télécommunications		REGIE	13.269,98	6.445,79	3.093,51	9.539,30	3.730,68	72%
05 Fournitures		REGIE	8.407,14	2.796,15	1.824,64	4.620,79	3.786,35	55%
06 Missions		REGIE	3.349,77	814,89	1.225,39	2.040,28	1.309,49	61%
07 Frais de représentation et de communication externe		REGIE	989,66	989,66	123,60	1.113,26	-123,60	112%
08 Formation		REGIE	6.000,00	0,00	0,00	0,00	6.000,00	0%
		REGIE	1.195.885,17	443.330,27	326.940,00	770.270,27	425.614,90	64%
		COGEST	2.804.114,83	89.295,81	106.993,14	196.288,95	2.607.825,88	7%
		TOTAL	4.000.000,00	532.626,08	433.933,14	966.559,22	3.033.440,78	24%

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0805011

Project Title : **Appui au Développement local et à la Participation Citoyenne dans les communes de la province de CIBITOKÉ**

Budget Version: **G01**

Currency : **EUR**

Year to month : 31/12/2012

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
09 TVA à récupérer - Régie		REGIE	0,00	2.842,31	-707,49	2.134,82	-2.134,82	??%
10 TVA à récupérer - Cogestion		COGES	0,00	3.596,46	-1.422,46	2.174,00	-2.174,00	??%
04 Audit et Suivi et Evaluation			52.000,00	1.412,25	382,96	1.795,21	50.204,79	3%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	38.000,00	0,00	382,96	382,96	37.617,04	1%
02 Audit du projet		REGIE	6.000,00	1.412,25	0,00	1.412,25	4.587,75	24%
03 Backstopping		REGIE	8.000,00	0,00	0,00	0,00	8.000,00	0%
99 Conversion rate adjustment			0,00	27,10	5,00	32,10	-32,10	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	27,10	0,00	27,10	-27,10	??%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	5,00	5,00	-5,00	??%

REGIE	1.195.885,17	443.330,27	326.940,00	770.270,27	425.614,90	64%
COGEST	2.804.114,83	89.295,81	106.993,14	196.288,95	2.607.825,88	7%
TOTAL	4.000.000,00	532.626,08	433.933,14	966.559,22	3.033.440,78	24%



5.5 Décisions prises par la SMCL et suivi

Une seule SMCL a été tenue, celle prévue le 14 décembre 2012 a du être reportée au 8 janvier 2013

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Validation du rapport annuel 2011		immédiat	PV de la SMCL du 26 mars 2012						Clôturé
Adoption de la planification opérationnelle 2012		immédiat							Clôturé
Les communes s'engagent à payer régulièrement l'INSS		Toute l'année			Vérifier le paiement des INSS des communes	EAF	Chaque trimestre	Toutes les communes sont à jour sauf celle de Murwi	En cours
Validation de l'étude de référence	Démarrage du projet								Clôturé
Vérifier certains indicateurs	Q4 2011	Q2			Revoir les indicateurs après leurs collecte	UGP	Q1 2013		En cours
Répartition de la facture des tôles selon le nombre obtenu par communes	Q4 2011	immédiat			Récupérer les PV des conseils communaux avalisant la répartition des tôles	EAF	Q2 2012		Clôturé